



**COMMISSION LOCALE DE
RESTRUCTURATION DE LA BASE DE
DEFENSE BOURGES AVORD
MARDI 29 SEPTEMBRE 2020**

DECLARATION LIMINAIRE

Monsieur le président,
Mesdames messieurs les officiers, sous-officiers,
Mesdames messieurs,

Les représentants CGT de la Base de Défense BOURGES AVORD désapprouvent d'être une fois de plus invités à une Commission Locale de Restructuration, et, donc à la communication de réorganisations causant de nouvelles disparitions d'emplois publics.

Notre présence ce jour traduit une démarche de solidarité envers les agents visés par ces restructurations et pas une caution à cette sinistre politique de destruction du Service Public car c'est bien de cela qu'il s'agit au profit de groupes privés.

Nous traversons depuis plusieurs mois une crise sanitaire et économique sans précédent. Le moral des personnels est au plus bas d'autant plus que la pandémie repart de plus belle.

Après avoir félicité régulièrement les agents dont nombre d'entre eux ont été mobilisés en présentiel, de nombreux autres se sont fait voler une partie de leurs congés au printemps alors que l'administration n'a tout simplement pas de moyens pour leur permettre le télétravail.

Pourtant, des milliards d'argent public coulent à flots pour un soi-disant plan de relance qui alimentent les poches des actionnaires et financent des plans de licenciements massifs.

Pandémie ou restructurations : ce sont toujours les salarié(e)s, notamment les plus précaires, qui sont les plus touché(e)s. Les documents préparatoires apportent la preuve que globalement, la catégorie III paye la facture.

Toujours plus fragiles, ces agents sont ballotés, au gré des soubresauts hiérarchiques, d'un poste à un autre, d'une fonction à une autre voire trop souvent, d'un établissement à un autre. Pourtant, le monde d'après devait être différent et privilégier l'humain.

Ha mais ça c'était les promesses du monde d'avant mon bon monsieur !!! Réveillez-vous !!! Aujourd'hui plus le choix, on accepte, on avance ou on crève !!! Et tant pis pour ceux qui vont tomber...

Le monde d'après ou plutôt le monde de maintenant c'est comme avant mais en pire, hier vous faisiez semblant d'avoir un peu d'empathie, aujourd'hui vous êtes totalement décomplexés à l'image des médias complètement phagocytés par les idées nauséabondes de l'extrême droite dont les représentants inondent les plateaux de leur expertise. La droitisation de la société est en marche...

Toutes ces restructurations qui viennent s'ajouter à celles passées n'ont qu'un seul but : détruire le service public au profit de groupes privés qui ne cachent même plus leurs intentions, eux aussi sont décomplexés...

Mais plus concrètement, parlons de nos établissements. Et puisque nous sommes ici au CFD, parlons-en. Le centre poursuit sa descente aux enfers avec 3 postes supprimés et 2 contractuelles non renouvelées alors que la charge de travail était et est conséquente.

Le DRHMD a jugé que le CFD pouvait voir ses effectifs diminuer et comme il est certainement lui aussi décomplexé, il en a même rajouté une couche en maintenant l'activité plus une dette COVID à éponger avec des conditions de travail fortement dégradées par la crise sanitaire, les agents sont au bout du bout.

[(-) d'agents (+) de charges de travail (+) les contraintes sanitaires] = catastrophe annoncée

L'arrivée de l'Académie du numérique avec ses créations de postes n'est qu'un leurre, c'est une activité supplémentaire donc rien pour soulager les agents en place.

La politique est claire, la formation des agents n'est plus une priorité, mais l'aura-t-elle été un jour... La finalité est bien évidemment l'externalisation de la formation continue au profit de prestataires privés, mais peut-être devrions-nous parler de régularisation tant le recours aux marchés est déjà une réalité.

L'exemple du CFD, les personnels des autres sites de la BdD le subissent de la même façon et avec ce même ressenti de mépris. Il n'y a même plus d'Assistante Sociale à temps complet à DGA-TT, site accueillant le plus grand nombre de personnels civils...

Alors oui, toutes ces restructurations auraient surtout mérité de ne pas exister car nous y sommes bien évidemment opposés.

Plus que jamais, nous revendiquons l'arrêt de ces suppressions de postes et la reprise des recrutements à statuts, indispensables pour réaliser nos missions, au regard des dizaines de milliers de chômeurs dans le BERRY !!!

Monsieur le président, mesdames et messieurs, merci de votre attention.

Les élus CGT de la BdD BGA.